Sabot d'or 2022: nomination de Walter Vogelsanger, conseiller d'Etat (PS)

Fermer les yeux jusqu'au bout: sous la direction de Walter Vogelsanger en tant que chef du département de l'Intérieur, le canton de Schaffhouse a cautionné la négligence des résidents d'une maison de retraite et de soins privée, au point de mettre leur vie en danger. Pourtant, ces irrégularités flagrantes dans le foyer baptisé «Hand in Hand», à Hemmental, près de Schaffhouse étaient connues du service de la santé publique depuis au moins 2018, comme l'ont révélé les enquêtes du journal schaffhousois AZ. Parmi elles, un état permanent d'insalubrité, des prestations de soins refusées, l'abus d'alcool et de médicaments commis par la direction de l'établissement et des équipes.

Les résidents, pour la plupart atteints de démence, n'avaient aucune possibilité de se défendre. Les plaintes des employés et des proches adressées au service de la santé ont été ignorées, discréditées et minimisées pendant des années. Comme nous l'avons appris par la suite, le canton de Schaffhouse avait inscrit l'institution problématique en janvier 2019 sur la liste des maisons de retraite, assurant ainsi sa pérennité. Et ce, malgré qu'à cette date, les nombreuses plaintes des proches et des soignants étaient déjà connues.

Dans le cadre de l'enquête menée par le journal schaffhousois AZ, le conseiller d'Etat Walter Vogelsanger n'a jamais considéré les dysfonctionnements du foyer comme problématiques, mais l'enquête journalistique elle-même. De même que la pression politique qui s'en est suivie. Pendant près de trois ans, il a laissé ses subordonnés du service de la santé publique relativiser et nier les accusations.

A aucun moment, Walter Vogelsanger n'a pris d'initiative ou fait de ce scandale une affaire de chef. Lorsque la politique a enfin réagi et que Walter Vogelsanger a dû répondre aux questions critiques de la commission de la santé, il a à nouveau tenté de discréditer l'enquête du quotidien AZ. Il dira trouver «effrayant de voir à quel point l'article de l'AZ est mal écrit et à quel point la population est ouverte au scandale». Lors de plusieurs apparitions dans des médias nationaux (Schweiz Aktuell, Rundschau), Vogelsanger a fait preuve d'une absence totale de compassion et ne s'est montré conscient d'aucun manquement.

Lorsque le foyer a finalement dû déposer le bilan et fermer ses portes, il était trop tard pour limiter les dégâts. Walter Vogelsanger n'avait pas réussi à mettre fin aux agissements de la direction du foyer et à maintenir les places sous une autre direction – ce qui aurait été relativement facile si l'on était intervenu plus tôt. Mais maintenant, tous les employés se sont retrouvés à la rue et les résidents ont dû déménager contre leur gré.

Ce qui reste en revanche, c'est la pagaille. Le directeur et la directrice des soins ont été arrêtés; la procédure pénale menée par un procureur extraordinaire est en cours. Parallèlement, suite à une pression politique considérable, le canton a dû commander une enquête externe dont les résultats sont attendus dans le courant de l'automne 2022.

Pour ses révélations, Mattias Greuter a remporté le Swiss Press Award dans la catégorie texte. Il a également été élu journaliste suisse de l'année 2022.

Le rapport de l'enquête externe, publié le 28 octobre 2022, a examiné la surveillance vis-à-vis du foyer à l'origine du scandale. Il conclut: «La surveillance des foyers au sein du département de la santé était inconnue. Elle était inexistante».

La réponse du conseiller d'Etat Walter Vogelsanger:

Walter Vogelsanger n'a pas répondu.